

changements de la réglementation, qui ont contribué à élargir la portée des services financiers offerts sur le marché. La baisse des prix relatifs dans ces secteurs a aussi joué un rôle important.

D'un autre côté, il y a eu relativement peu de changements dans la consommation de services personnels et domestiques.

Les changements démographiques ont un impact important sur les habitudes de dépenses des consommateurs. Le facteur démographique qui a primé au Canada et dans beaucoup d'autres pays industrialisés au cours des dernières décennies, et sûrement dans les prochaines décennies également, est le déclin relatif de la population dans les catégories d'âge plus jeunes et la montée du groupe d'âge des 40 ans et plus dans la population totale. Deux forces fondamentales ont été responsables de cette tendance :

- a) L'augmentation de l'espérance de vie qui, pour le Canadien moyen, a atteint 79 ans en 1997 comparativement à 71 au début des années 60;
- b) L'émergence de la génération du baby-boom après la Deuxième Guerre mondiale et la génération de l'après baby-boom qui a suivi. Ce phénomène démographique est accompagné d'une baisse du taux de fécondité, qui est passé de 3,8 enfants par femme en 1960 à moins de 2 enfants par femme depuis les années 70. À cause de la prévisibilité du processus de vieillissement et des changements dans le comportement du consommateur avec l'âge, il est possible de prévoir l'impact social et économique du vieillissement de la population sur la production et la structure des emplois de l'économie. Par exemple, la théorie du cycle de vie de l'épargne fait valoir que l'objectif du consommateur dans sa décision de consommer moins est de répartir la consommation à travers le temps afin de maximiser son utilité totale cumulative. À un jeune âge, soit la période propice à fonder une famille, un investisseur consacre la plus grande partie de son épargne limitée à sa maison. À mesure que l'investisseur vieillit et qu'il est suffisamment satisfait de sa maison, la priorité devient d'affronter les incertitudes liées au reste du revenu viager, ce qui crée une nécessité accrue d'investir en prévision du passage à la